

RECOMMANDATION FORUM SECTEUR PRIVE

Dialogue du Forum AGOA Secteur Privé - Restitution

Le CCA (Corporate Council on Africa) a présidé deux tables rondes et s'est félicité du niveau élevé des discussions qui ont eu lieu. Les Directeurs Généraux des Institutions Financières et les Représentants gouvernementaux ont eu à partager des connaissances pratiques.

Nous avons eu des discussions solides sur les deux panels, mais nous ne fournirons que les grandes lignes en guise de notre restitution.

Panel 1 : Succès et Défis de l'AGOA et la Marche à Suivre

1. La méconnaissance du marché américain et des lois du travail particuliers aux besoins. Le marché américain n'est pas aussi impénétrable comme en témoignent plusieurs des réussites qui ont été soulignées dans le dialogue du secteur privé.
2. Le secteur privé a noté qu'il existe un écart entre la législation de l'AGOA qui accorde l'accès au marché américain et la mise en œuvre africaine des politiques d'exportation qui favorisent l'utilisation de l'AGOA. L'USAID, par l'intermédiaire de ses HUBs commerciaux ainsi que d'autres organismes gouvernementaux américains, cherchent à combler cette lacune.
3. L'absence d'infrastructures adéquates doit être abordée par les gouvernements pour permettre aux produits d'être déplacés vers les marchés. Les gouvernements africains doivent également créer un environnement propice pour faciliter le commerce.

4. Les exportateurs AGOA qui ont réussi ont indiqué que les nouveaux investisseurs du marché devraient commencer basiquement et par la suite se développer en fournissant des approvisionnements au marché américain. Des fournisseurs africains de biens pour créer des économies d'échelle.
5. L'attente des acheteurs/importateurs des États-Unis est que les fournisseurs africains fournissent des produits de qualité et à temps.

Panel 2 : Logistique, Opérations de transports et Chaîne d'Approvisionnement Globale

1. Diversifier les sources de financement au-delà des banques - telles que les bourses des valeurs, les cartes de crédit, les obligations, les opérations de couverture et de retraite - pour permettre le commerce et l'investissement.
2. Il faut un soutien gouvernemental accru pour la connectivité, en particulier en utilisant la Technologie. En outre, le gouvernement doit promouvoir la facilitation du commerce en adhérant à l'Accord de Facilitation des Echanges commerciaux de l'OMC (AFE), en facilitant l'intégration des données douanières à travers les frontières et en identifiant les autres goulets d'étranglement entravant le commerce. Enfin, les gouvernements doivent réduire les taxes pour aider les entreprises africaines à devenir plus compétitives.

3. Le gouvernement en coordination avec le secteur privé doit promouvoir les réseaux de regroupement/coopératives tels que les parcs industriels et le financement des infrastructures pour permettre aux entreprises africaines d'être compétitives à l'échelle mondiale. Les gouvernements africains doivent également faire respecter l'inviolabilité des contrats pour que les entreprises fassent les meilleurs choix d'investissement.
4. Ensemble, les gouvernements et le secteur privé doivent promouvoir davantage des missions commerciales inverses ciblant des secteurs spécifiques.
5. Enfin, les gouvernements et les entreprises doivent encourager davantage le marketing des produits africains et la promotion des marques africaines, à faire partie des chaînes d'approvisionnement globales.